Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Israël étend son contrôle sur les ressources naturelles des Palestiniens

Par CJPMO
Mondialisation.ca, 05 novembre 2009
Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) 5 novembre 2009

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Loi et Justice
Analyses: LA PALESTINE

L'occupation et l'exploitation illégales des territoires palestiniens par Israël se font largement au détriment du droit d'accès des Palestiniens aux ressources naturelles présentes sur leur territoire. Dans un rapport circonstancié déposé le 27 octobre 2009, Amnistie Internationale accuse l'État israélien d'empêcher les Palestiniens d'accéder aux ressources d'eau potable en exerçant « un contrôle total sur les ressources communes et en menant des politiques discriminatoires ». Outre ces limitations abusives au niveau de l'accès à l'eau, les Palestiniens se voient également dépossédés de leurs terres et, partant, de leur moyen de subsistance. Chaque année, les paysans perdent ainsi des quantités importantes de fruits et de légumes, des têtes de bétail et des pâturages, de même que les revenus qu'ils peuvent en retirer.

Les chiffres évoqués dans le plus récent rapport d'Amnistie sont révélateurs: Israël accapare plus de 80 % de l'eau provenant de l'aquifère de montagne, principale source souterraine en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, mais limite à seulement 20 % la consommation des Palestiniens. Or, cette source d'eau est la seule disponible pour les Palestiniens de Cisjordanie, alors qu'Israël peut compter sur plusieurs sources d'approvisionnement et se réserve toute l'eau disponible du Jourdain. Les Israéliens consomment plus de 300 litres d'eau par personne et par jour, soit quatre fois plus que les maigres 70 litres des Palestiniens, une quantité nettement inférieure aux 100 litres recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« L'accès à l'eau potable est un enjeu stratégique de taille dans les relations israélo-palestiniennes et un puissant levier politique », rappelle Tom Woodley, le président de CJPMO. « Les restrictions imposées par Israël, notamment par l'annexion de nombreux points d'eau palestiniens avec la construction illégale du Mur, créent une situation particulièrement choquante dans laquelle des colons israéliens, établis en Cisjordanie en violation du droit international, bénéficient d'une abondance quasi illimitée en eau potable alors que leurs voisins palestiniens peinent à pourvoir à leurs besoins les plus primaires ».

Le droit d'accès des Palestiniens à leurs terres cultivées est également bafoué par l'occupation israélienne, particulièrement en ce qui a trait à la production des olives, activité agricole au cœur de l'économie palestinienne. La semaine dernière fut particulièrement difficile pour les cueilleurs d'olives de la région de Naplouse qui, tentant de se rendre à leurs oliveraies, ont été accueillis par un blocage israélien et interdit d'accès par les soldats parce qu'ils n'avaient pas obtenu le permis nécessaire. Cette loi injuste et discriminatoire avait pourtant été passée seulement trois jours avant le début de la cueillette et ce, à l'insu de la

population locale. La situation est d'autant plus tragique que la vente des produits issus de la cueillette des olives représente 25 à 50 % du revenu annuel d'une famille de paysans.

On estime que dans plusieurs parties de la Cisjordanie, jusqu'à 80 pour cent des Palestiniens ayant des terres de l'autre côté du Mur n'obtiennent pas de permis de la part des autorités israéliennes, et sont donc dans l'impossibilité de cultiver leurs champs. « L'occupation israélienne prive les Palestiniens de leurs droits fondamentaux les plus élémentaires, tant le droit au développement, le droit à la souveraineté sur leurs ressources naturelles, voire le simple droit à l'alimentation », conclut Woodley.

#####

Pour plus d'informations, veuillez contacter:
Grace Batchoun
Canadiens pour la Justice et Paix au Moyen-Orient
Téléphone: (514) 745-8491
Courriel CJPMO – Site web CJPMO

Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO) est une organisation séculaire, sans but lucratif, regroupant des hommes et des femmes d'horizons divers qui œuvrent pour que la paix et la justice renaissent au Moyen-Orient. Elle a pour vocation de responsabiliser les personnes d'influence à traiter les protagonistes avec équité et à favoriser l'essor durable et équilibré de la région.

La source originale de cet article est Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO)
Copyright © CJPMO, Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient (CJPMO), 2009

Articles Par : CJPMO

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca